



DIRECTION DE L'AMENAGEMENT,
DE L'EQUIPEMENT ET DES MOYENS

CAHIER DES CHARGES

Installation et exploitation d'un restaurant mobile au sein du Parc Provincial Zoologique et Forestier Michel CORBASSON

ARTICLE 1 – OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les conditions d'exploitation d'un restaurant mobile (type « food truck »), proposant une offre de petite restauration au sein du parc provincial zoologique et forestier (PPZF) Michel CORBASSON.

Le candidat ou le groupement doit proposer une dégustation sur place ou une vente à emporter de produits de petite restauration (notamment snacking, salade, crêpes, glaces etc.) et de boissons aux visiteurs du parc.

ARTICLE 2 – EMBLEMENTS AUTORISES

Les emplacements disponibles au sein du PPZF sont les suivants :

- le grand lac (emplacement qui comprend l'accès à l'électricité mais n'est pas raccordé à l'eau potable ni à l'assainissement),
- la place des roussettes (emplacement qui comprend l'accès à l'électricité mais n'est pas raccordé à l'eau potable ni à l'assainissement),
- l'allée centrale et selon les événements de prévus (emplacement qui comprend l'accès à l'électricité mais n'est pas raccordé à l'eau potable ni à l'assainissement).

Ces lieux seront exclusivement affectés à l'exploitation prévue à l'article 1^{er}.

ARTICLE 3 – CARACTERE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

Les emplacements mis à dispositions appartiennent au domaine public de la province Sud. Par conséquent, l'autorisation est délivrée sous le régime des occupations temporaires du domaine public et est à ce titre précaire, révocable et non constitutive de droits réels. Elle est strictement personnelle et ne peut être transférée. La sous-location est interdite.

L'autorisation d'occupation délivrée par la province Sud ne vaut pas autorisation au titre d'autres polices administratives. L'exploitant fait son affaire de l'obtention des autorisations administratives requises pour exploiter l'établissement.

ARTICLE 4 – DUREE

L'occupation du domaine public est autorisée pour une durée initiale d'un an. Elle peut être reconduite par période de six mois, dans une limite de trois ans.

Pour bénéficier de la reconduction, l'exploitant doit en faire la demande écrite au moins deux (2) mois avant le terme.

La non-reconduction de l'autorisation ne peut en aucun cas donner lieu à indemnisation.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXPLOITATION

a) Jours et heures de présence

Le restaurant mobile devra être présent au PPZF aux jours et horaires suivants :

- Hors vacances scolaires : présence a minima les jours fériés, mercredis, samedis et dimanches de 10h à 17h. Le candidat retenu pourra être présent en dehors de ces jours et horaires sous réserve d'avoir obtenu l'accord exprès de la direction du parc ;
- Vacances scolaires (petites et grandes) : du mardi au dimanche de 10h à 17h.

b) Véhicule et mobilier

Le candidat doit proposer un véhicule de structure légère, sans fondation, de type camion de restauration ou remorque. La province Sud étudiera toutefois toute offre de restauration mobile respectant le présent cahier des charges.

Il doit fournir les dimensions du véhicule, l'emprise au sol ne devant pas dépasser 25m². Une terrasse pourra être déployée, sous réserve d'obtenir au préalable l'accord exprès de la direction du parc, en fonction de la zone d'emplacement occupée et des caractéristiques de l'aménagement.

c) Entretien

- 1) Toute dégradation du site doit faire l'objet d'une réparation ou d'une remise en état immédiate ;
- 2) En fin d'occupation, les lieux doivent être remis en leur état antérieur ;
- 3) L'exploitant doit soumettre à l'accord préalable de la province Sud tous projets d'aménagement.

d) Assurance et sécurité

L'exploitant doit souscrire les assurances garantissant toutes les responsabilités lui incombant en raison de son activité, qu'il peut encourir de son propre fait ou de celui de toute personne intervenant à quelque titre que ce soit pour son propre compte.

A la demande de la province Sud, il doit communiquer les polices et attestations d'assurances justifiant des primes afférentes.

e) Conditions particulières

- 1) De façon générale, l'exploitant s'engage à veiller à ce que son activité ne perturbe pas le bon fonctionnement du PPZF et à respecter le règlement intérieur du parc ;
- 2) Pendant les vacances scolaires, l'exploitant s'engage à ce que ses fournisseurs effectuent leurs livraisons par la voie d'accès de service désignée à cet effet et dans la mesure du possible avant l'ouverture du parc. En dehors des périodes de vacances scolaires, les livraisons au sein du parc ne seront pas autorisées ;
- 3) L'exploitant choisit son personnel et l'emploie conformément à la réglementation du droit du travail applicable en Nouvelle-Calédonie. Il veille à ce que celui-ci se conforme au règlement ainsi qu'aux prescriptions applicables à l'intérieur du parc ;
- 4) L'exploitant s'engage à respecter scrupuleusement les règles applicables en matière de salubrité et d'hygiène alimentaire et à avoir toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité ;
- 5) Tous les prix doivent être affichés ;
- 6) La vente d'alcool au sein du parc est formellement interdite ;
- 7) Des bornes de récupération des déchets (hors verre) sont placées à proximité des emplacements mis à disposition ;
- 8) L'exploitant organise, à ses frais, l'enlèvement et le recyclage des déchets de verre ;
- 9) Aucun panneau publicitaire sur le portail du parc n'est autorisé.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

- a) En contrepartie de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'exploitant s'engage à verser une redevance correspondant à un pourcent (1%) du chiffre d'affaires réalisé mensuellement par l'activité exploitée au sein du parc. Le candidat retenu devra à ce titre communiquer tous les documents comptables utiles. Toute somme non payée dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de la mise en demeure de payer la redevance pourra entraîner la résiliation de plein droit, si bon semble à la province Sud, de l'autorisation.
- b) L'exploitant supporte toutes les contributions, taxes et impôts de toute nature afférents à son activité.

ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX

La province Sud pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier le respect des règles sanitaires et d'hygiène alimentaire.

ARTICLE 8 – DENONCIATION

L'autorisation peut être dénoncée, à tout moment avant son terme, quel qu'en soit le motif, par l'une des parties.

La dénonciation est notifiée à l'autre partie par courrier en recommandé avec accusé de réception et prend effet un (1) mois après sa date de réception.

Elle peut également être dénoncée, à tout moment avant son terme, par la province Sud si l'exploitant n'a pas rempli l'une des obligations fixées par son autorisation ou par la réglementation en vigueur. Cette dénonciation, effectuée dans les mêmes conditions que précédemment, prend effet quinze (15) jours après sa date de réception et ne donne pas droit à indemnisation de l'exploitant.

ARTICLE 9 – CAS DE FORCE MAJEURE - LITIGE

Si, par cas fortuit ou de force majeure, le PPZF devait être momentanément fermé au public, l'exploitant ne pourrait, de ce fait, réclamer aucune indemnité à la province Sud. En revanche, une suspension des versements de la redevance pourrait être envisagée.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'application de l'autorisation seront, en cas d'impossibilité pour les parties de parvenir à un règlement à l'amiable, soumis au tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT

Tous les frais occasionnés par l'autorisation, et en particulier les droits d'enregistrement sont à la charge de l'exploitant qui s'y oblige.

A Nouméa, le

L'exploitant